

La diffusion du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

De Saragosse à Bruxelles, une marche pour les droits sociaux

Les camarades de la Confederación General del Trabajo de l'État espagnol (CGT-E) nous informent de cette initiative dans laquelle est engagée notamment la CGT d'Aragon. Un petit groupe effectuera la marche de bout en bout, les étapes permettront aux organisations syndicales et mouvements sociaux locaux de s'y associer.

Pour les camarades d'Espagne, il s'agit d'une action concrète faisant le lien entre les luttes dans chaque pays, l'action européenne du 29 septembre, la nécessité d'unifier les mouvements sociaux.



<http://marchahaciabruselas.blogia.com/>
<http://www.cgt.org.es/spip.php?article1824>
<http://www.cgtaragon.org/>

Militant-e-s de l'Union syndicale Solidaires, nous sommes concerné-e-s à plusieurs titres :

- ➔ **Participation des Solidaires locaux en tant que marcheurs/ses** aux étapes en France.
- ➔ **Implication des Solidaires locaux dans l'accueil de la marche** (hébergement, réunions publiques, comité de soutien local, etc.)
- ➔ **Participation des Solidaires locaux et des organisations professionnelles Solidaires à la Marche, en envoyant des marcheurs/ses sur plusieurs jours, notamment sur tout ou partie du parcours français.**
- ➔ **Initiative Solidaires vers les mouvements sociaux** (AC !, APEIS, MNCP, Marches européennes, etc.) pour organiser un soutien national à cette initiative.

Ils nous ont baissé les salaires. Ils nous augmentent la TVA à 18%. Ils nous obligent à prendre notre retraite à 67 ans. Ils nous prennent 20 jours par année travaillée. Ils suspendent les conventions collectives quand ils veulent. Ils gèlent nos pensions et vont bientôt nous les baisser. Les services publics deviennent des simples sources de profits.

Marche vers Bruxelles. Contre la réforme du droit du travail et pour les Droits Sociaux. De Saragosse, le 14 août, à Bruxelles le 27 septembre.

Nous marchons contre le pessimisme qu'ils nous inculquent, contre la dictature des Marchés et des gouvernements à leur service, contre la logique du Capital. Une autre économie est possible : fondée sur le partage des richesses, du

travail et des soins ; sans faire payer la crise aux immigré-e-s.

La Grève Générale et les mobilisations du 29 septembre sont un début pour une solution populaire et sociale à la crise écologique, économique et financière.

Nous marchons contre l'exploitation de la classe ouvrière, contre la destruction et la privatisation de tout ce qui est public en Europe. Nous allons au Parlement Européen, en exigeant qu'ils freinent l'Europe des Marchés et commence à construire l'Europe des travailleurs et des citoyens.

Nous marchons contre les réformes antisociales de l'État Espagnol. Le gouvernement espagnol, avec d'autres en Europe, réduit le salaire des fonctionnaires, gèle les autres

salaires, gèle les pensions de retraite, augmente la TVA qui touche indistinctement riches et pauvres ...

Et surtout, ils n'augmentent pas les impôts des riches, n'éliminent pas les paradis fiscaux, ne luttent pas contre l'économie informelle, ne s'attaquent pas à la fraude fiscale, n'exigent pas la condamnation des responsables de la crise, n'inquiètent pas les banquiers, les spéculateurs et les multimillionnaires qui jouent avec l'argent public.

Nous ne nous rendrons pas !
Si nous ne luttons pas, ils vont tout nous voler !
Tous dans la rue, c'est maintenant ou jamais !



La marche doit partir de Saragosse le 14 août, traversera en France à partir de la semaine suivante, pour arriver à Bruxelles le 27 septembre. Nous proposerons une réunion nationale unitaire après la mi-août pour un soutien large en France.

Sibérie : appel des habitants de Kuzbass

*Le bilan officiel d'un accident dans les mines de la ville de Mezhdurechensk en Sibérie occidentale fut de 66 morts, 24 portés disparus et 130 blessés. En colère contre les conditions de travail et les salaires de misère poussant les ouvriers à enfreindre les règles de sécurité pour atteindre leur quota de production, 3 000 personnes se sont rassemblées (illégalement) sur la place centrale de la ville le 14 mai. Ils ont exigé de rencontrer immédiatement le gouverneur de la région et les propriétaires de la mine où s'est produit l'accident, ce qui leur fut promis pour le jour suivant. Les manifestants ne se dispersèrent pas tous pour autant. Quelques centaines d'entre eux se dirigèrent vers les rails et interrompirent le trafic ferroviaire. Les autorités avaient fait venir d'imposantes forces policières en provenance d'autres villes. Des affrontements violents s'ensuivirent jusqu'à très tard dans la nuit autour des rails, avec des blessés des deux côtés, les ouvriers ne cédant pas de terrain bien qu'en nette infériorité numérique. Les mineurs de la région tentèrent de coordonner leur action. Deux jours plus tard parut le texte qui suit, provenant d'une ville très éloignée de Mezhdurechensk et concernant tout le bassin minier de Kuzbass. **Ce texte est signé par l'Union des habitants de Kuzbass, que la police a déclaré comme n'étant pas une association légalement enregistrée.***

Pendant qu'ils tirent de nous de milliards de dollars, avec lesquels ils se font construire des palais et des villas où notre premier ministre est accueilli et se distrait, nous sommes tués par centaines dans les mines. Les nôtres s'abiment pour des miettes. Les événements récents à Mezhdurechensk ont constitué la goutte qui a fait déborder le vase : nous ne pouvons plus supporter cela. Nous ne serons pas des esclaves, des bêtes ouvrières qu'on pourra mépriser, n'en déplaise à certains qui se trouvent aux postes de commande. Nous sommes exténués de l'esclavage et de l'humiliation. Assez !

Nous nous adressons au Président Medvedev ... Nos revendications sont les suivantes :

1. Libération dans les prochains jours de tous ceux qui ont été arrêtés à Mezhdurechensk. Cessation de toute poursuite contre eux. Cessation de toutes les insultes et calomnies des médias nationaux contre les habitants de la ville.
2. Triplement des salaires dans toutes les mines rentables de la région, à commencer par les salaires les plus bas, qui ne devront en aucun cas être inférieurs à 45 000 roubles. Les salaires bas poussent à la violation des règles de sécurité, avec comme résultat que les nôtres périssent par centaines.
3. Cessation de la répression des activités syndicales indépendantes visant à la défense des intérêts ouvriers. Les responsables de cette répression doivent être sévèrement punis.
4. Retrait de Mezhdurechensk des forces du Ministère de l'Intérieur, amenées depuis d'autres villes.
5. Que dans toutes les villes s'institue une réunion populaire mensuelle de masse avec le chef de l'administration de la ville, pour que celui-ci rende compte au peuple sur ce qu'il a pu faire d'utile durant le mois écoulé et réponde en personne aux questions, doléances et demandes des citoyens.

Des décisions autres que celles mentionnées plus haut ne nous satisferont pas. Nous attendons votre réponse, Monsieur le Président. En cas de non satisfaction de nos revendications, nous serons forcés de parler et d'agir dorénavant sur le plan de la politique, non des revendications sociales.

Maintenant nous nous adressons aux habitants de notre région. Pour écouter les réponses de l'autorité suprême, nous allons nous rassembler ... devant les bâtiments de l'administration de nos villes... Nous invitons à ces assemblées non seulement les mineurs et les membres de leur famille, mais aussi tous ceux qui ne se foutent pas de la situation générale sur nos terres. Que les responsables répondent à nos revendications. Nous n'accepterons rien de moins que leur satisfaction intégrale.

Nous avertissons d'emblée le ministre de l'Intérieur Nurgaliev et le gouverneur Tuleev que nous leur déconseillons de jouer avec nous, comme ils l'ont fait le soir du 14 mai à Mezhdurechensk. Nous savons que très souvent ils ne nous écoutent pas. Et qu'au lieu de pourparlers ils font venir les CRS [OMON en russe]. Nous nous adressons à tous les partis et toutes les organisations sociales du pays. Nous demandons votre soutien. Au moins, faites une déclaration officielle disant que vous soutenez nos revendications et que vous êtes prêts, de concert avec les autres partis, à nous aider – avec tous les moyens à votre disposition – dans notre autodéfense. Si vous ne prenez pas position solennellement ..., cela signifiera qu'en réalité vous vous rangez contre le peuple. Ce qui sera notifié à tout le pays...

Nous nous adressons à tous les habitants de la Russie du fait du blocus médiatique que nous subissons ; nos forums et nos groupes dans les réseaux sociaux sont bloqués par la FSB [successeur du KGB], et ceux qui n'ont pas été fermés fourmillent de mercenaires, d'employés des services de l'État et de policiers qui se présentent comme de simples citoyens et mystifient les gens et le pays avec leurs mensonges. Nous demandons aux habitants de la Russie de dire la vérité à leurs amis et sur l'Internet, de parler de ce qui se passe ici, afin que tout le pays sache et qu'ils ne puissent pas nous écraser. Si aujourd'hui ils nous écrasent, demain ce sera votre tour.

Nous nous adressons aux habitants de Kuzbass :

- ➔ Dressez des listes de ceux qui séjournent dans votre ville et qui exercent la répression contre notre autodéfense populaire, des listes des dignitaires de l'État et des policiers. Publiez-les sur Internet, faites de l'affichage dans les rues. Toute la ville doit les connaître nommément. Les familles de ceux qui sont prêts à frapper des femmes, comme il s'est passé à Mezhdurechensk, doivent avoir honte de leur père, frère ou fils. Si vous connaissez ceux qui ont été envoyés pour battre les nôtres dans d'autres villes, rassemblez des informations sur eux.
- ➔ Fabriquez vous-mêmes des tracts sur nos revendications... Collez-les sur les murs, distribuez-les aux domiciles...
- ➔ Constituez vos propres caisses communes pour l'aide à nos frères arrêtés. Aidez leurs familles...

Amnesty international : chronique syndicale

L'Union syndicale Solidaires a signé le 21 mai l'accord de partenariat avec la section française d'Amnesty International. Le dernier numéro de « Chronique syndicale », le bulletin de la commission Syndicats le mentionne. Mais ce numéro traite surtout de divers dossiers qu'il paraît important de connaître et faire connaître :

Un premier article parle de la **répression toujours plus forte des syndicalistes iraniens**, et de la lutte que mènent plusieurs syndicats indépendants pour le respect des droits humains, économiques et sociaux. Un **aperçu de la réalité syndicale au Mozambique**, un des pays les plus pauvres d'Afrique, est donné, à travers un rapport de la Confédération Syndicale Internationale. La **répression syndicale en Russie** est ensuite mise en exergue, reprenant d'ailleurs plusieurs situations sur lesquelles l'Union syndicale Solidaires est intervenue. Terminent ce bulletin, deux notes de lecture : « **le monde du travail aux États-Unis – les temps difficiles 1980/2005** », et « **le livre noir de la condition des femmes** ». Complètent cet envoi, une **pétition à l'adresse du président de la Fédération de Russie, à propos de l'aggravation des violations des droits humains**, et deux **cartes de soutien à des syndicalistes indépendants du Vietnam emprisonnés depuis 2006**.

Maroc : 4 mois de prison pour les ouvriers de SMESI

Depuis des mois, notamment dans le cadre du réseau syndical euromaghrébin, nous soutenons la lutte des travailleurs de SMESI, à Kouribga et apportons toute notre solidarité face à la répression des employeurs et de l'État marocain. Le 3 août, la cour d'appel a confirmé les peines de prison infligées en première instance.

13 travailleurs de SMESI et 2 habitants solidaires sont condamnés à 4 mois de prison et une amende. Une fois de plus, le procès s'est passé sous contrôle policier, les proches des militants réprimés n'ont pu accéder au tribunal. Face à la parodie de procès qui était organisée, les avocats des accusés se sont tous retirés, tant il était clair que la confirmation des peines était déjà décidée ! 4 mois de prison pour avoir participé à un sit-in de protestation contre le licenciement de 850 mineurs, en 2009... **Nous exigeons la libération immédiate des 15 prisonniers, la réadmission des 850 travailleurs licenciés par l'Office Chérifien des Phosphates, le respect de la liberté syndicale.**

Afriques 21 : toujours disponible pour lire, commander, diffuser

Cette revue est éditée par un collectif rassemblant des militant-e-s de diverses organisations (Solidaires, CNT 91, Afriques en lutte, CADTM, ...). Contactez notre commission internationale pour recevoir des exemplaires, ou pour collaborer à la revue. Abonnez-vous !

Extrait du sommaire du numéro 3, disponible à Solidaires ou directement en le commandant à la revue. :

- Le Maroc des luttes
- Gafsa : les militants condamnés
- Guinée : entretien avec le président de l'Organisation Guinéenne des Droits de l'Homme
- Que fait l'armée française en Afrique ?
- Morocco-Gabon Connection
- Mali : la lutte des sans-toits
- StreetNet, un réseau de travailleurs/euses de l'économie informelle
- Grève des loyers au foyer Masséna
- Nouvelle vague de grèves des sans-papiers
- Cinquante ans de pseudo-indépendance des pays africains, ça se fête ?
- L'étrange rencontre des jeunes de trois continents
- Amazigh Kateb
- Rwanda 1994



www.afriques21.org

Burkina : victoire pour les licenciés de la Boulangerie 2000

Les ex-travailleurs de la boulangerie 2000 (218) viennent de gagner le procès en justice face au PDG des boulangeries 2000. Ces travailleurs furent renvoyés en 2008 ; depuis ils ont effectué des démarches à l'inspection du travail, à la direction régionale de la sécurité sociale, au ministère du travail et de la sécurité sociale. Toutes ces démarches sont restées sans suites malgré les multiples promesses du ministre du travail. Ils ont alors entamé une démarche judiciaire et après plusieurs reports, le tribunal n'avait d'autre choix que de leur rendre justice au vu de la clarté des faits exposés. **C'est une victoire de plus pour le Mouvement des Sans Voix et pour l'ensemble du réseau No-Vox.** Merci à tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la construction des stratégies de lutte aboutissant à cette victoire.

www.no-vox.org

Russie : pendant que la forêt brûle, ses défenseurs sont arrêtés

Le 30 juillet, les activistes du mouvement antifasciste Maxime Solopov et Alexeï Gasparov ont été arrêtés à Moscou sans aucune accusation. Maxime et Alexeï sont connus pour être les porte-parole d'un mouvement de jeunes en plein essor contre les actes de violence nazie ; ils ont participé activement ces dernières années à la mise en lumière des liens qui existent entre les structures étatiques, la police et l'extrême droite en Russie. Leur arrestation fait suite à une série d'événements dramatiques qui se sont déroulés en juillet dans le cadre de la lutte contre la destruction de la forêt de Khimki, non loin de Moscou.

Les représentants du monde des affaires et l'administration locale ayant un intérêt à voir la forêt abattue pour faire construire une autoroute reliant Moscou à Saint-Petersbourg – projet d'une valeur de plusieurs millions – ont lancé une campagne violente et de grande ampleur contre les groupes d'initiative de la ville et les militants écologistes. Le 23 juillet, des collaborateurs d'agences de sécurité privées et un groupe de supporters de football d'extrême-droite engagé par une entreprise de construction ont brutalement donné l'assaut à un camp de protestation pacifiste, et ce, sous le regard passif de la police. Dans la semaine qui a suivi le 26 juillet, les attaques contre les manifestants ont continué alors que les travaux de déforestation avançaient toujours un peu plus chaque jour. La forêt de Khimki un est des plus grands espaces verts à proximité directe de Moscou.

Le 28 juillet, un groupe de près de 400 militants antifascistes radicaux a mené une action symbolique pour dénoncer les débordements des hommes d'affaires, de la police et des nazis. Des pétards ont été lancés contre un bâtiment de l'administration de la ville de Khimki, qui porte directement la responsabilité des événements qui ont lieu autour de la forêt. L'action a été menée en une minute montre en main et la police n'a pas pu réagir ni arrêter qui que ce soit. Malgré l'absence totale de données quant à l'identité des participants à l'action, **au bout de 24 heures la police a procédé à des perquisitions et à des arrestations de personnes dont la seule faute est de maintenir publiquement des positions antifascistes et anticapitalistes.** Connaissant les méthodes de travail de la police et des services spéciaux russes, il ne fait aucun doute que dans l'affaire en cours, l'utilisation de moyens de pression physique et psychologique, voire de la torture, n'est pas à exclure.

L'Union syndicale Solidaires a protesté auprès des autorités russes (présidence, ambassade,...), et appelle à signer la pétition de soutien :

www.mesopinions.com/En-Russie--pendant-que-la-foret-brule-ses-defenseurs-sont-arretes--petition-petitions-2d56023ed18dac5b1c13933f1256bf72.html

Iran : malgré la répression féroce, les luttes sociales continuent

Shahroud : Le 25 juillet, environ 100 ouvriers, conducteurs et employés de bureau de la compagnie **Namavar** (construction de route) sont descendus dans la rue pour protester contre le non-paiement des salaires depuis neuf mois. Une protestation précédente aux portes de la compagnie avait eu lieu quelques jours auparavant pendant deux heures, et les ouvriers avaient alors reçu la promesse qu'ils recevraient leurs salaires dans les quatre jours, ce qui avait mis fin à la protestation. Lors du rassemblement du 25 juillet, la direction a promis de délivrer des chèques correspondant à deux mois de salaire le 3 août. La société Namaravan participe à la construction de l'autoroute de 130 kilomètres entre les villes de Shahroud (Province de Semnan) et la ville de Sabzevar (Khorasan).

Qazvin : Le 24 juillet, environ 350 travailleurs du textile de l'entreprise Farnakh se sont rassemblés aux portes de l'usine de la cité industrielle Alborz à Qazvin. Les travailleurs ont protesté pour n'avoir pas reçu cinq mois de salaires impayés et deux mois de primes et d'allocations à l'occasion du nouvel an iranien. Un travailleur qui protestait a dit à l'Agence Iranienne de Nouvelles Ouvrières (ILNA) « *nos rassemblements ont à chaque fois été réprimés sous prétexte de rébellion et de subversion. Nous ne demandons pourtant rien d'autre que nos droits et notre dû* ».

Qom : Le 25 juillet, les opérateurs téléphoniques de la ville de Qom ont coupé les lignes de 16 heures à 21 heures et ont cessé le travail lors d'une deuxième journée consécutive de protestation. Selon ILNA, un des travailleurs, qui souhaite rester anonyme, a déclaré : « *depuis le 23 juillet, un nouvel employeur qui a signé un nouveau contrat avec les autorités de Qom a déclaré que le service d'opérateur téléphonique fonctionnerait avec 35 employés et les dirigeants ont accepté les termes du contrat* ». Selon ce travailleur, la moitié des opérateurs, qui ont plus de dix ans d'ancienneté dans ce service, devaient alors être licenciés. Après les deux jours de protestation, la direction dit maintenant que 50 des opérateurs sur 70 conserveraient leurs emplois. Selon un autre travailleur, « *le nouvel employeur a déclaré que ceux qui ne seraient pas licenciés devraient travailler 12 heures par jour, c'est ainsi qu'ils essayent de forcer des travailleurs qui ont du mal à supporter le stress pendant huit heures à faire quatre heures supplémentaires chaque jour* ». Un autre travailleur indique : « *Pas un seul des 70 opérateurs ne doit partir, déjà que ce nombre n'est pas suffisant pour répondre à la demande. À cause de la présence des bureaux et des grands Ayatollahs dans la ville, ce ne sont pas seulement les gens de Qom mais aussi d'autres villes qui nous contactent* ».

www.iranenlute.wordpress.com